

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail du 28 mai 2002

Convention collective de travail portant le règlement sur la durée de travail du personnel roulant des entreprises exploitant un service public d'autobus pour le compte de la « Vlaamse Vervoermaatschappij (VVM) ».

CHAPITRE I - Définitions

Article 1er

Pour l'application du présent règlement :

1. le transport régulier est défini comme à l'article 2, 1° du décret du 20/04/01 relatif à l'organisation du transport de personnes par la route et à la création du Conseil de Mobilité de la Flandre ;
2. le temps de service journalier ou amplitude est la période comprise entre deux temps de repos journaliers et entre un temps de repos journalier et un temps de repos hebdomadaire ;
3. le stationnement est le temps d'arrêt sur la ligne;
4. la coupure est le temps d'arrêt au dépôt de départ et qui est compris dans le temps de service;
5. les prestations imprévues visent tout travail effectif et complémentaire à l'horaire fixé dans le règlement de travail et dont l'ouvrier n'a pas été avisé la veille;
6. la prestation journalière est le temps de travail total fourni dans le temps de service journalier;
7. le temps de service hebdomadaire est la somme des temps de service répartis sur une semaine du calendrier;
8. le temps de repos journalier est la période comprise entre deux temps de service et dont l'ouvrier peut disposer librement. Sont compris dans le temps de repos :
 - a) le temps nécessaire à l'habillage et à la toilette avant et après le travail ;
 - b) le temps nécessaire pour parcourir la distance du domicile ou de la résidence au dépôt de départ et inversement ;
9. le jour de repos est le jour pendant lequel on ne travaille pas de 2 h. à 24 h. ;
10. le temps administratif est le temps qui est consacré à l'exécution des travaux imposés au début et à la fin des prestations de travail.

CHAPITRE II - Champ d'application

Article 2

il

Le présent règlement s'applique aux employeurs du sous-secteur des services publics d'autobus ressortissant à la Commission paritaire nationale du transport et qui travaillent pour le compte de la « Vlaamse Vervoermaatschappij (VVM) » ainsi qu'aux ouvriers qu'ils occupent et qui appartiennent à la catégorie du personnel roulant.

NEERLEGGING-DÉPÔT REGISTR.-ENREGISTR. |
 U7 -06-2002 15-07-2002 63.375/40/140
 140 | 01 | 28-05-02 | 01

12

Par « ouvriers » on entend les ouvriers et ouvrières.

Article 3

Les ouvriers des entreprises exploitant une forme spéciale de transport régulier et/ou irrégulier sont soumis aux dispositions du présent règlement s'ils exécutent, au cours d'un même temps de service, également du transport régulier.

CHAPITRE III - Temps de service et de travail

Article 4

Le temps de service s'élève à douze heures par jour. En cas de dépassement 25 % du dépassement est ajouté au temps de travail.

Le temps de service ne peut excéder 70 heures par semaine.

Lorsque chaque temps de service journalier comprend 14 heures, le temps de service hebdomadaire ne peut être réparti sur plus de 5 jours.

Article 5

Si, au cours d'un même temps de service, l'ouvrier ne rentre à son dépôt de départ qu'à la fin de son service au cours duquel un stationnement d'au moins quatre heures consécutives est intervenu, deux de ces heures ne sont pas comprises dans le calcul du temps de service

Si, au cours d'un même temps de service, une coupure d'au moins quatre heures consécutives intervient, soixante minutes de cette période ne sont pas comprises dans le calcul du temps de service.

Il ne peut être fait application des dispositions de l'alinéa précédent que moyennant autorisation de la commission paritaire.

La demande d'autorisation doit être introduite dans les 14 jours suivant la date de l'avis donné à l'exploitant par la « Vlaamse Vervoermaatschappij », de la modification d'horaires nécessitant un dépassement d'amplitude.

Article 6

Dans les cas visés par l'article 5, par. 1^{er} ou 2^o, le temps de service de la semaine au cours de laquelle il est fait application des dites dispositions, ou de la semaine qui suit cette dernière ne peut être répartie sur plus de cinq jours.

Article 7

Pour le calcul du temps de travail ne sont pas considérés comme temps pendant lequel les ouvriers sont à la disposition du travailleur :

1. les stationnements
2. les coupures
- 3.

Pourtant, 15 minutes par stationnement, notamment les 5 minutes après l'arrivée et les 10 minutes avant le départ, sont considérées comme étant du temps de travail, pour autant que l'ouvrier ne soit pas obligé à effectuer des prestations de travail effectives d'une plus longue durée au cours du stationnement.

Article 8

Le temps administratif s'élève à :

1. 5 minutes au début de la prestation
2. 10 minutes à la fin de la prestation

Ce temps administratif est considéré comme étant du temps de travail.

CHAPITRE IV - Repos

Article 9

L'ouvrier a droit à un repos ininterrompu d'au moins dix heures entre deux temps de service journalier.

Article 10

Le temps de repos journalier peut être ramené, tous les deux jours à huit heures si le début et la fin du temps de service d'un même ouvrier n'ont pas journalièrement un caractère identique, à la condition que sur deux semaines la durée moyenne du temps de repos journalier ne soit pas inférieur à dix heures pour cet ouvrier.

Le temps de repos est également ramené à huit heures si, au cours d'un même temps de service, l'ouvrier ne rentre à son dépôt de départ qu'à la fin de son service au cours duquel un stationnement d'au moins quatre heures consécutives est intervenu, dont deux heures ne sont pas comprises dans le calcul du temps de service.

Il en est de même, si, au cours d'un même temps de service, une coupure d'au moins quatre heures consécutives intervient, dont soixante minutes ne sont pas comprises dans le calcul du temps de service.

Article 11

Une fois par semaine, l'ouvrier a droit à un repos d'au moins trente heures consécutives

Ce temps de repos est de trente-six heures consécutives si un des cas prévus à l'article 5 du présent règlement se réalise le jour précédant celui du repos hebdomadaire ou lorsque le temps de repos commence après dix-neuf heures et avant deux heures.

Article 12

Comme les exploitants de la « Vlaamse Vervoermaatschappij (VVM) » assurent un service public à caractère continu, le travail est autorisé tous les jours, y compris les samedis, dimanches et jours fériés.

Le schéma des activités doit être établi de façon que l'ouvrier puisse bénéficier de 104 jours de repos et 10 jours fériés légaux par an.

CHAPITRE V - Salaires et Primes

Article 13

Le temps de travail est rémunéré au salaire horaire fixé par la Commission paritaire nationale du transport.

Article 14

Il est payé l'indemnité suivante, toutefois en tenant compte de la durée réelle du stationnement :

1. 15 minutes sont payées comme temps de travail, comme prévu à l'article 7, 2° alinéa du présent règlement ;
2. une prime égale à 100 % du salaire horaire pour les 30 minutes suivantes ;
3. une prime égale à 50 % du salaire horaire pour le temps restant.

Article 15

Les coupures sont indemnisées de la façon suivante :

1. pour la première coupure de la journée qui ne dépasse pas 60 minutes, il est payé une prime égale à 100 % du salaire horaire pour la durée réelle de la coupure ;
2. pour la première coupure de la journée qui dépasse 60 minutes, il est payé une prime de 1,54 EUR. Cette prime est liée à l'évolution de l'indice-santé suivant le même mécanisme d'indexation que celui prévu pour les salaires horaires ;
3. pour la deuxième et suivantes coupures de la journée il est payé une prime égale à 100% du salaire horaire pour la durée réelle de la coupure, avec un maximum de 60 minutes.

Article 16

Par période de deux semaines, un salaire correspondant à 74 heures et calculé sur la base du barème des salaires fixée par la Commission paritaire nationale du transport est garanti à l'ouvrier.

CHAPITRE VI - SURSALAIRE - TRAVAIL SUPPLEMENTAIRE

Article 17

Les prestations imprévues donnent lieu au paiement d'une indemnité supplémentaire horaire équivalente à 25 p.c. du salaire horaire.

Article 18

Pour le calcul du sursalaire est considéré comme supplémentaire le travail se situant au delà de dix heures par jour, cinquante heures par semaine ou une moyenne de 37 heures par semaine sur une période d'un trimestre.

Ce travail supplémentaire est rémunéré par un sursalaire comme fixé à l'article 29 de la loi du 16/03/71 (loi sur le travail).

En outre sont payés les sursalaires suivants pour travail supplémentaire :

1. sursalaire de 50 % pour le travail effectué en plus de la prestation journalière prévue par le tableau de service ;
2. sursalaire de 100 % pour le travail effectué les jours de repos et pendant les jours de compensation pour jours de repos.

CHAPITRE VII - Conventions d'entreprise

Article 19

Les dispositions du présent règlement ne peuvent porter préjudice aux dispositions des conventions plus favorables conclues au niveau des entreprises.

CHAPITRE VIII - Disposition abrogatoire

Article 20

La présente convention collective de travail remplace, conformément aux dispositions de l'article 21, pour le personnel roulant des entreprises de services publics d'autobus qui travaillent pour le compte de la « Vlaamse Vervoermaatschappij (VVM) », les conventions collectives de travail du 22/09/67 et du 31/10/68 relatives aux conditions de travail de certaines catégories d'ouvriers, rendues obligatoires par Arrêté Royal du 16/09/69, Moniteur Belge du 01/11/69.

CHAPITRE IX - Durée de validité

Article 21

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 01/01/03 et est conclue pour une durée indéterminée.

Cependant, elle entre en vigueur le 01/03/02 pour le personnel roulant occupé sur base des nouveaux contrats adjugés par la VVM en vertu des dispositions administratives et conditions générales concernant l'exploitation de transports réguliers pour le compte de la VVM, à l'exception des membres du personnel roulant qui remplacent un membre du personnel malade, en congé, etc. occupé sur base d'un tel contrat.

La présente convention collective de travail peut être dénoncée par chacune des parties contractantes moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, au président de la Commission paritaire du transport.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst van 28 mei 2002

Collectieve arbeidsovereenkomst houdende het règlement op de arbeidsduur van het rijdend personeel van de ondernemingen van openbare autobusdiensten die werken in opdracht van de Vlaamse Vervoermaatschappij (WM)

HOOFDSTUK I - Bepalingen

Artikel 1

Voor de toepassing van dit règlement :

1. wordt het geregeld vervoer gedefinieerd zoals in artikel 2,1° van het decreet van 20/04/01 betreffende de organisatie van het personenvervoer over de weg en tot oprichting van de mobiliteitsraad van Vlaanderen;
2. is de dagelijkse diensttijd of amplitude de période begrepen tussen 2 dagelijkse rusttijden en tussen een dagelijkse en een wekelijkse rusttijd;
3. is het stationnement, de tijd van stilstand op de lijn;
4. is de onderbreking, de tijd van stilstand op de stelplaats van vertrek en welke in de diensttijd is begrepen;
5. zijn de onvoorziene prestaties elke effectieve arbeid welke complementair is ten opzichte van de op de diensttabel voorziene dagprestatie waarvan de werkmán niet de dag tevoren werd verwittigd;
6. is de dagprestatie de totale arbeidstijd geleverd binnen de dagelijkse diensttijd;
7. is de wekelijkse diensttijd, het geheel van over een kalenderweek verdeelde dienstitijden;
8. is de dagelijkse rusttijd, de période gelegen tussen twee dienstitijden en waarover de werkmán vrij mag beschikken. Worden onder rusttijd begrepen :
 - a) de nodige tijd om zich te kleden en te wassen vóór en na de arbeid;
 - b) de nodige tijd om de afstanden van de woon- of verblijfplaats naar de stelplaats van vertrek en omgekeerd af te leggen;
9. is de rustdag die waarin er van 2 tot 24 uur niet wordt gewerkt;
10. is de administratieve tijd, de tijd besteed aan het vervullen van de opgelegde werkzaamheden bij aanvang en einde van de prestaties

HOOFDSTUK II - Toepassingsgebied

Artikel 2

§ 1

Dit règlement is van toepassing op de werkgevers behorend tot de subsector van de openbare autobusdiensten die ressorteren onder het paritair comité voor het vervoer en die werken in opdracht van de Vlaamse Vervoermaatschappij (WM) alsook op hun werklíeden behorend tot de catégorie van het rijdend personeel.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGI8TR.-ENREGI8TR.	NR.
07 -06- 2002	15 -07- 2002	Nº 63.375/09/440

§ 2

Onder "werklieden" wordt verstaan de werklieden en werksters.

Artikel 3

De werklieden van de ondernemingen die een bijzondere vorm van geregeld vervoer en/of ongeregeld vervoer uitbaten, zijn aan dit règlement onderworpen, wanneer zij gedurende éénzelfde diensttijd eveneens geregeld vervoer verrichten.

HOOFDSTUK III • Dienst- en Arbeidstiid

Artikel 4

De diensttijd bedraagt twaalf uur per dag. Ingeval van overschrijding wordt 25% van de overschrijding bij de arbeidstijd gevoegd.

De wekelijkse diensttijd mag 70 uur niet overschrijden.

Wanneer elke diensttijd 14 uur omvat, mag de wekelijkse diensttijd niet over meer dan 5 dagen worden verdeeld.

Artikel 5

Indien in de loop van éénzelfde diensttijd, de werkman slechts op zijn stelplaats van vertrek terugkeert op het einde van zijn dienst en er een stationnement is van minstens vier opeenvolgende uren, worden twee van deze uren niet in de berekening van de diensttijd begrepen.

Indien er in de loop van éénzelfde diensttijd een onderbreking tussenkomt van minstens vier opeenvolgende uren, worden zestig minuten van deze période niet in de berekening van de diensttijd begrepen.

De bepalingen van vorig lid mogen slechts worden toegepast mits goedkeuring van het paritair comité.

Het verzoek om goedkeuring moet worden ingediend binnen de 14 dagen volgend op de datum waarop de Vlaamse Vervoermaatschappij aan de exploitant van de wijziging kennis geeft van de uurregeling die een overschrijding van de amplitude vergt.

Artikel 6

In de bij artikel 5, 1ste of 2de lid bedoelde gevallen, mag de diensttijd van de week in de loop waarvan deze bepalingen worden toegepast, of van de week welke op deze laatste volgt, over niet meer dan 5 dagen worden verdeeld.

Artikel 7

Voor de berekening van de arbeidstijd worden niet als tijd aangezien gedurende dewelke de werklieden ter beschikking staan van de werkgever :

1. de stationnementen
2. de onderbrekingen

Nochtans worden 15 minuten per stationnement, namelijk 5 minuten na aankomst en 10 minuten vóór vertrek, beschouwd als arbeidstijd, in zover de werkman tijdens het stationnement niet tot effectieve arbeidsprestaties van langere duur is verplicht.

Artikel 8

De administratieve tijd bedraagt :

1. 5' bij aanvang van de prestatie
2. 10' op het einde van de prestatie

Deze administratieve tijd wordt beschouwd als arbeidstijd.

HOOFDSTUK IV - Rust

Artikel 9

De werkman heeft recht op een ononderbroken rust van minstens 10 uur tussen twee dagelijkse diensttijden

Artikel 10

De dagelijkse rusttijd mag om de 2 dagen tot 8 uur worden verkort, indien het begin en het einde van de diensttijd van éézelfde werkman niet iedere dag hetzelfde kenmerk hebben, op voorwaarde dat de gemiddelde duur van de dagelijkse rusttijd over twee weken, voor deze werkman niet lager dan tien uur is.

De rusttijd wordt eveneens tot acht uren verkort wanneer de werkman in de loop van éézelfde diensttijd slechts naar zijn vertrekstelplaats terugkeert op het einde van zijn dienst tijdens welke een stationnement van minstens vier opeenvolgende uren voorkwam waarvan twee uren niet in de berekening van de diensttijd begrepen zijn.

Hetzelfde geldt wanneer er in de loop van éézelfde diensttijd een onderbreking van minstens vier opeenvolgende uren tussenkomt waarvan zestig minuten niet in de berekening van de diensttijd zijn begrepen.

Artikel 11

De werkman heeft eens per kalenderweek recht op minstens dertig opeenvolgende uren rust.

Deze wekelijkse rust bedraagt zesendertig opeenvolgende uren wanneer één van de in artikel 5 door dit règlement voorziene gevallen zich voordoet op de dag die de wekelijkse rust voorafgaat. Wanneer de rusttijd na negentien uur en vóór twee uur aanvangt, bedraagt de wekelijkse rusttijd eveneens zesendertig uur.

Artikel 12

Daar de exploitanten van de Vlaamse Vervoermaatschappij (VVM) een openbare dienst van doorlopende aard verzekeren, kan op alle dagen gewerkt worden, ook op zaterdag, zon- en feestdagen.

Het activiteitsschema van de onderneming moet zodanig worden opgesteld dat de werkmans per jaar van 104 rustdagen en 10 wettelijke feestdagen geniet.

HOOFDSTUK V - Lonen en Premies

Artikel 13

De arbeidstijd wordt bezoldigd tegen het door het Nationaal Paritair Comité voor het Vervoer vastgesteld uurloon.

Artikel 14

Per stationnement wordt de volgende vergoeding betaald, evenwel rekening houdend met de reële stationnementsduur :

1. 15 minuten als arbeidstijd, zoals vermeld in artikel 7, 2de lid van dit règlement;
2. een premie gelijk aan 100% van het uurloon voor de eerstvolgende 30 minuten;
3. een premie gelijk aan 50% van het uurloon voor de overige tijd.

Artikel 15

De onderbrekingen worden als volgt vergoed :

1. de eerste onderbreking van de dag die maximum 60 minuten duurt, wordt vergoed met een premie gelijk aan 100% van het uurloon voor de reële duur van de onderbreking;
2. de eerste onderbreking van de dag die meer dan 60 minuten duurt, wordt vergoed met een premie van 1,54 EUR. Deze premie is gebonden aan de evolutie van het gezondheidsindexcijfer volgens hetzelfde indexeringsmechanisme voorzien voor de uurlonen;
3. de tweede en volgende onderbreking van de dag wordt vergoed met een premie gelijk aan 100% van het uurloon voor de reële duur van de onderbreking met een maximum van 60 minuten.

Artikel 16

Er wordt per période van 2 weken aan de voltijdse werkmans een loon gewaarborgd overeenstemmend met 74 uur en berekend op grond van de loonschaal die door het Nationaal Paritair Comité voor het Vervoer is vastgesteld.

HOOFDSTUK VI - OVERLOON-OVERWERK

Artikel 17

De onvoorziene prestaties geven aanleiding tot betaling van een bijkomende uurvergoeding gelijk aan 25% van het uurloon.

Artikel 18

Wordt voor de berekening van het overloon als overwerk beschouwd de arbeidstijd die 10 uur per dag, 50 uur per week of een gemiddelde van 37 uur per week berekend over een période van een trimester overschrijdt.

4

Dit overwerk wordt vergoed met een toeslag zoals bepaald in artikel 29 van de wet van 16/03/71 (Arbeidswet).

Daarnaast worden volgende toeslagen voor overwerk betaald :

1. toeslag van 50% voor overwerk voor arbeid verricht boven de op de diensttabel voorziene dagprestatie;
2. toeslag van 100% voor overwerk voor arbeid verricht op rustdagen en voor arbeid verricht op compensatiedagen voor rustdagen.

HOOFDSTUK VII - Ondernemingsovereenkomsten

Artikel 19

De bepalingen van onderhavig règlement doen geen afbreuk aan bepalingen van meer gunstige overeenkomsten op ondernemingsvlak afgesloten.

HOOFDSTUK VIII - Opheffingsbepaling

Artikel 20

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt, overeenkomstig de bepalingen van artikel 21, voor het rijdend personeel van de ondernemingen van openbare autobusdiensten die werken in opdracht van de Vlaamse Vervoermaatschappij (VVM), de collectieve arbeidsovereenkomsten van 22/09/67 en 31/10/68 betreffende de arbeidsvoorwaarden van sommige categorieën van werklieden, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 16/09/69, Belgisch Staatsblad van 01/11/69.

HOOFDSTUK IX - Geldigheidsduur

Artikel 21

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 01/01/03 en is voor onbepaalde duur gesloten.

Zij treedt evenwel in werking op 01/03/02 voor het rijdend personeel tewerkgesteld op de nieuwe contracten gegund door de WM krachtens de algemene administratieve bepalingen en voorwaarden tot exploitatie van geregeld vervoer voor rekening van de WM, behalve wat betreft die leden van het rijdend personeel die een personeelslid tewerkgesteld op een dergelijk contract, vervangen wegens ziekte, vakantie, e.d.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan opgezegd worden door iedere ondertekenende partij per aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het Vervoer en mits respect van een opzeggingstermijn van 3 maanden.